

Réf.	2025	I	13
------	------	---	----

Date de Convocation	Date d'affichage	Nombre de Conseillers		
18/06/2025	18/06/2025	En exercice 24	Présents 17	Votants 21

L'an deux mille vingt-cinq le trois juillet à 20h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni au 42 Grande Rue « salle du Chapitre » de Breuillet en séance publique sous la présidence de Mme Véronique MAYEUR, Maire de Breuillet.

Etaient présents : Mmes BRUNEAU, DEHARVENGT, JACQUEMIN, KELEHER, LALEUF, PEREZ, SAUVAN, TANGUY MM. AFONSO, KUTNERIAN, LECRON, MAHE, ROUCHY, SPROTTI, TREMBLE, VIVIER.

Etaient absents : Mmes BRUNEL (pouvoir à V. MAYEUR), COCHET (pouvoir à I. PEREZ), THOMAS (pouvoir à R. ROUCHY), MM. FAUSTINO, GALLAIS, MONTEIRO, POULAIN (pouvoir à B. MAHE).

M. VIVIER a été élu secrétaire.

OBJET : APPROBATION DE LA CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS DE CŒUR D'ESSONNE AGGLOMERATION POUR LA RENOVATION DES BATIMENTS

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-7 à L.2121-34 relatifs au fonctionnement du Conseil Municipal et l'article L.2122-21 relatif aux attributions du Maire exercées au nom de la commune,

Vu l'article L. 5216-5-VI du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération communautaire n° 16.199 du 23 juin 2016 d'élaboration du Plan Climat Energie Territorial,

Vu la délibération communautaire n° 25.018 du 6 février 2025 portant attribution du fonds de concours 2025 pour la commune de Breuillet pour la rénovation énergétique des bâtiments,

Vu l'avis favorable de la Commission Finances et Affaires générales du 17 juin 2025.

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Mme le Maire et après en avoir délibéré à l'unanimité.

APPROUVE les termes de la convention d'attribution du fonds de concours de Cœur d'Essonne Agglomération pour la rénovation des bâtiments,

AUTORISE Madame le Maire, ou son représentant, à signer la convention annexée à la présente délibération ainsi que l'ensemble des documents s'y rapportant,

DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

Mme le Maire

Véronique MAYEUR